

ÉDITORIAL RALENTISSEMENT DU COMMERCE MONDIAL : UN MAUVAIS PRÉSAGE ?

Le commerce mondial, dont la progression était déjà relativement lente ces dernières années, semble marquer le pas, voire reculer depuis la fin de 2014. Ce ralentissement est très préoccupant. Vigueur des échanges et croissance mondiale vont en effet de pair. Le commerce renforce la concurrence, gage de dynamisme des entreprises et de faiblesse des prix, et il élargit l'éventail des choix pour les consommateurs comme pour les producteurs. Les transferts de technologie qu'il permet contribuent à la diffusion de l'innovation et à la croissance de la productivité. Jusqu'ici, les échanges internationaux de biens et de services ont été un indicateur précurseur de la production mondiale. Dans le passé, des rythmes de croissance comme ceux affichés depuis le début de l'année auraient laissé présager une récession mondiale.

Avec le recul, il apparaît que le manque de dynamisme du commerce mondial en 2012 et 2013 résultait des évolutions dans les économies avancées, en particulier du moindre appétit pour les biens de consommation importés aux États-Unis et de la très médiocre croissance du PIB en Europe, région qui compte pour une large part des échanges mondiaux.

En 2015, en revanche, la faible progression des échanges est liée aux marchés émergents. La Chine, en particulier, semble être au cœur du phénomène. La transition de son modèle économique, bâti sur l'investissement dans les infrastructures et sur la production manufacturière, vers une société de consommation et de services, est l'une des explications de la baisse des prix de nombreux produits de base ; elle est peut-être aussi le signe d'une moindre participation du pays aux chaînes de valeur mondiales. Les pays exportateurs de matières premières comme l'Australie, le Brésil, le Canada et la Russie ont été particulièrement touchés, comme le sont aussi d'autres économies ayant des liens commerciaux étroits avec la Chine, notamment le Japon, la Corée et les pays du Sud-Est asiatique. Sur le plan financier, en outre, la volatilité des marchés d'actions a peut-être tempéré l'optimisme des consommateurs chinois et mis un frein aux importations.

De nombreuses économies, en particulier parmi les émergentes, connaissent des problèmes financiers, en plus d'une dégradation de leurs perspectives d'exportation. Pendant la longue période de très faibles taux d'intérêt qu'a connue l'économie mondiale, le recours à l'emprunt sur les marchés émergents a fortement augmenté, surtout dans le secteur privé. Vers le milieu de l'année 2015, les investissements de portefeuille spéculatifs

se sont repositionnés dans la perspective d'un premier relèvement des taux d'intérêt directeurs aux États-Unis au mois de septembre. Puis, après la décision de laisser les taux inchangés, les capitaux sont retournés vers les marchés émergents. Ces flux bruts de capitaux transnationaux massifs et volatiles posent des problèmes aigus aux dirigeants des pays émergents, même si, en valeur nette, ils sont moins importants que lors de précédents épisodes de tensions financières.

Malgré ces faiblesses économiques et ces vulnérabilités financières, les prévisions de l'OCDE dans cette édition des *Perspectives économiques* tablent sur un modeste regain de croissance des échanges et du PIB au niveau mondial. Les mesures qui ont déjà été prises pour contrer le fléchissement tendanciel de l'activité expliquent en partie ce pronostic. La Chine, par exemple, a annoncé une série de mesures de relance, notamment la baisse des taux des prêts bancaires et l'accroissement de l'investissement dans les infrastructures. Ces politiques économiques devraient aider à instaurer un plancher au niveau des prix mondiaux des produits de base et à stabiliser l'économie des pays exportateurs de matières premières. Cela étant, une stratégie budgétaire centrée sur des filets de protection sociale et des dépenses en faveur de l'environnement permettrait non seulement de soutenir la demande mais aussi d'encourager le nécessaire rééquilibrage de l'économie chinoise.

Dans l'ensemble, tous les pays font actuellement des efforts pour accélérer la croissance mondiale, stimuler l'emploi et améliorer les niveaux de vie. En Europe, les gouvernements devraient profiter de la relance enclenchée par la BCE pour insuffler un dynamisme plus durable à l'économie. Un système financier fragmenté, en proie à une forte accumulation de prêts improductifs et à un lourd endettement des ménages et des entreprises non financières, empêche l'octroi de nouveaux prêts et nuit à l'efficacité des mesures d'assouplissement monétaire. Une harmonisation supplémentaire de la réglementation à l'échelle européenne aurait des retombées positives sur l'investissement réel. Sur le plan budgétaire, une augmentation concertée de l'investissement public engendrerait suffisamment de croissance pour entraîner une réduction des ratios dette/PIB, si les investissements sont de bonne qualité et accompagnés de bonnes politiques structurelles. De telles initiatives feraient de l'économie européenne un moteur de la croissance mondiale.

De même, une démarche coordonnée face au récent afflux de demandeurs d'asile dans l'UE permettrait d'atténuer les tensions politiques que suscite la crise des réfugiés. Moyennant des politiques adaptées, l'arrivée de ces migrants ne devrait pas être un fardeau économique ingérable. Au contraire, si les réfugiés qui vont rester sont rapidement intégrés dans la société européenne, il est probable que les pays d'accueil auront tout à y gagner.

Aux États-Unis, où la croissance du PIB est relativement robuste et le chômage en baisse, la croissance des salaires n'a pas commencé à se redresser. En l'absence de hausse des salaires, la reprise va s'essouffler et la perspective de voir l'économie américaine soutenir le rebond du commerce et de la croissance au niveau mondial sera remise en question. Des politiques structurelles et des réformes du système de prélèvements et de prestations sont peut-être la clé d'une répartition plus équitable des revenus et d'une trajectoire de croissance plus durable.

Pour relancer les échanges, les pouvoirs publics doivent enrayer la tendance actuelle au protectionnisme : selon le rapport de l'OCDE-OMC-CNUCED préparé pour le G20, en

effet, plus d'un millier de restrictions commerciales ont vu le jour depuis le début de la crise mondiale. Des accords régionaux comme le Partenariat transpacifique (TPP) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) peuvent contribuer à la croissance en donnant un nouvel élan à la libéralisation des échanges.

Enfin, il est indispensable de lutter contre le changement climatique pour assurer la soutenabilité de l'activité économique et une croissance saine sur le long terme. C'est maintenant, dans le contexte de la COP21, qu'une action collective s'impose. La reprise actuellement fragile ne doit pas être une excuse pour ne rien faire contre le changement climatique. En fait, une feuille de route claire et prévisible sur le climat instaurerait des conditions plus favorables à l'investissement, à la croissance et aux échanges, et nous mettrait sur la voie à suivre de toute urgence pour qu'une amélioration du climat soit possible.

9 novembre 2015



Catherine L. Mann
Chef économiste de l'OCDE



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Éditorial : Ralentissement du commerce mondial : un mauvais présage ? », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-1-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.